



13 septembre 2012

## **Flash Spécial :**

### **Ayez confiance... plus rien ne sera comme avant !**

La révélation au grand jour de projets occultes sur la mutualisation des fonctions support et l'enfermement des agents des DDI dans un BOP territorial (cf. [notre précédent communiqué](#)), projets fermement dénoncés par FORCE OUVRIERE, a contraint les services de Matignon à bouleverser l'ordre du jour d'une réunion de concertation initialement organisée le 11 septembre en lien avec le thème des astreintes.

Cette réunion technique s'est ainsi muée, sous la pression des organisations syndicales, en une réunion politique présidée par le SGG adjoint. Le tout pour tenter de nous apporter des gages de concordance entre les discours politiques délivrés au plus haut niveau de l'État - consolidation de l'échelon départemental interministériel, fin de la RGPP - et les travaux conduits par l'administration... y compris ceux relatifs aux expérimentations sus-visées qui ne seraient à ce stade que de vagues hypothèses de travail.

FORCE OUVRIERE a clairement indiqué à cette occasion que les discours généraux ne suffiraient pas à lever les inquiétudes persistantes exprimées par les personnels des DDI, pour qui quotidien rime avec mouvements de mutualisation tous azimuts préfigurant la préfectoralisation des DDI, tentations croissantes de coupure de leurs ministères de tutelle, poursuite de mesures issues de la soi-disant défunte RGPP (ADS par exemple), poursuite voire renforcement des baisses d'effectifs au travers du caractère « non prioritaire » attribué à la plupart des ministères contributeurs aux DDI, incertitudes sur l'évolution des missions dans la perspective d'un nouvel acte de décentralisation (aucune consigne par exemple sur l'ATESAT à 3 mois du reconventionnement général avec les collectivités), difficultés de fonctionnement liées au contexte de rigueur budgétaire,...

Par ailleurs, FORCE OUVRIERE a demandé un moratoire immédiat sur les expérimentations « bleu du 27 juillet » - mouvement d'ores et déjà initié dans les faits dans le département du Lot comme nous avons pu le démontrer en séance, la communication des rapports d'audit sur la Réate en Ile de France (remis fin juillet) et sur la RGPP (rendu prévu le 25 septembre), ainsi que l'ouverture d'une réelle phase de concertation sur les suites qui pourraient en être issues... intégrant les revendications légitimes portées auprès du Premier ministre dès le 4 juin dernier ([cf. nos revendications](#)).

Ces questions fondamentales et légitimes n'ont malheureusement pas pu trouver de réponse précise en séance, sauf à nous préciser qu'il était tout à fait normal que certains préfets puissent disposer d'un pouvoir d'initiative en dehors de tout cadrage national (sic !) telle que l'organisation de groupes de travail pour définir les modalités d'un dialogue social en Midi Pyrénées. FORCE OUVRIERE sera vigilante en la matière afin que la multiplication des « bonnes idées » locales ne devienne un vecteur de contournement du comité technique central des DDI.

Sous les feux croisés de l'ensemble des organisations syndicales, les services du SGG ont par contre été contraints de prendre un certain nombre d'engagements témoignant d'une volonté de retour à un dialogue social « normal ».

Avec en premier lieu une rencontre solennelle avec le Secrétaire Général du Gouvernement dès le début du mois d'octobre, à l'aune des premiers éléments issus de l'audit sur la RGPP, de la feuille de route sur les missions prioritaires des ministères et des États Généraux de la démocratie locale.

Nous avons de plus obtenu un calendrier concret de réunions de suivi mensuel accompagnant les travaux préparatoires aux réunions du comité technique... histoire de ne pas être placés devant le fait accompli et de disposer de sources d'informations alternatives à la presse !

A noter enfin que la prochaine réunion du comité technique devrait se tenir mi-octobre, avec au menu l'examen des projets de textes relatifs aux astreintes – pour lesquels seule FORCE OUVRIERE a été en mesure de porter une position étayée en séance ([→ lire notre cahier de revendications](#)), ainsi que plusieurs points d'ordre du jour obtenus à la demande des organisations syndicales, parmi lesquels le suivi de l'application des textes RTT, le suivi des effectifs des DDI, l'état des lieux en matière d'action sociale et de formation.

**Pour FORCE OUVRIERE,  
ce sera bien le poids des actes  
et non le lyrisme des discours**

**qui permettra de mesurer si le  
« *changement* » - et dans le bon sens ! -  
est bien pour maintenant...**

Fédération de l'Administration Générale de l'État – <mailto:contact@fagefo.fr>

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – [fnecfpfo@fr.oleane.com](mailto:fnecfpfo@fr.oleane.com)

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – [contact@fets-fo.fr](mailto:contact@fets-fo.fr)

Fédération des Finances – [fo.finances@wanadoo.fr](mailto:fo.finances@wanadoo.fr)

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris